La pêche

M. Manly: Nous, de la côte ouest, sommes confrontés à une vraie crise et il importe que la Chambre prenne le temps de discuter de la chose. Mon collègue de Nanaïmo-Alberni a brossé un tableau complet de la façon dont le gouvernement a omis de soutenir l'industrie canadienne de la pêche. Il a mentionné entre autres l'impuissance du gouvernement dans ses négociations avec les États-Unis.

Le député a signalé que la politique de taux d'intérêt élevés du gouvernement fait peser un lourd fardeau sur nos pêcheurs qui doivent déjà effectuer d'importants paiements sur leurs bateaux. Il a montré comment le gouvernement a autorisé de plus en plus de navires à tenter d'exploiter une ressource de plus en plus rare. Le député de Nanaïmo-Alberni a démontré que le gouvernement n'avait pas réussi à développer la recherche alors que nous devons faire face à des difficultés croissantes dans le domaine de la gestion des pêches. Il a enfin souligné à quel point le milieu aquatique est négligé.

Il est intéressant de mentionner ce que le ministre des Pêches et des Océans avait à dire lors d'une interview qu'il a accordée pendant une visite en Colombie-Britannique le printemps dernier. Voici ce qu'il a dit selon la coupure de presse que j'ai devant moi:

Il y a quelques problèmes sur la côte ouest, mais les gens d'ici ont déjà prouvé dans le passé qu'ils savaient encaisser les coups.

L'industrie de la pêche de la côte ouest a déjà encaissé des coups très sérieux et à moins que le ministre et ses services ne se mettent au travail, elle risque d'être mise hors-combat et de ne jamais s'en relever. De concert avec d'autres membres de mon parti qui sont mortellement préoccupés par l'avenir de cette ressource et de l'industrie de la pêche en Colombie-Britannique, j'exhorte le ministre et ses services à prendre des mesures concrètes pour améliorer la situation.

Dans le cadre des critiques formulées par mon collègue de Nanaïmo-Alberni, je voudrais tout d'abord faire quelques observations concernant en particulier ma circonscription, Cowichan-Malahat-Les Îles. Ensuite, je voudrais mentionner certains des problèmes auxquels les Indiens de Colombie-Britannique sont confrontés en matière de pêche. Comme ceux de toute la côte de la Colombie-Britannique, les pêcheurs de Cowichan-Malahat-Les Îles ont pour la plupart connu une année désastreuse. Stocks pratiquement épuisés, faibles prix d'achat des prises, coûts croissants et taux d'intérêt élevés se sont conjugués pour empêcher les pêcheurs de rentrer dans leur argent, et à plus forte raison, de réaliser le moindre bénéfice ou de gagner un salaire décent.

Il y a dix ans, les prises de saumon de la Colombie-Britannique totalisaient 280 millions de livres. L'année dernière, elles étaient exactement de la moitié à 140 millions de livres. Cette année, si je suis bien renseigné, nous aurons beaucoup de chance si nous atteignons les 100 millions de livres. De toute évidence, il y a quelque chose qui ne va pas dans la façon dont le ministère a administré cette ressource. Les gens qui doivent payer pour cette incurie sont ceux-là mêmes qui ont été amenés à acheter à crédit des bateaux et de l'équipement dans l'espoir de gagner leur pain. Ils sont maintenant pris dans un cercle vicieux.

Je prétends que le ministère des Pêches a l'obligation de mieux administrer cette ressource pour que nous ne soyons plus à la merci de ralentissements périodiques. Il est essentiel que les pêcheurs obtiennent de l'aide immédiatement afin qu'ils ne perdent pas tout le fruit de leur labeur des dernières années. Ils ne peuvent plus vivre à l'heure actuelle s'ils doivent honorer les gros paiements qu'ils ont à faire sur leur bateau et leur équipement. A défaut d'aide, l'industrie sera de plus en plus contrôlée par les grandes entreprises. Comme tous les intéressés le savent, c'est là une tendance qui n'a fait que s'accuser au cours des 50 dernières années: de plus en plus de pouvoirs sont concentrés dans les mains d'un nombre de plus en plus faible de grandes sociétés.

Je voudrais en même temps exprimer mon inquiétude devant la situation des travailleurs à terre. Je voudrais demander au gouvernement de ramener à huit semaines la période de travail qui leur permettrait d'avoir droit aux prestations d'assurance-chômage. Il est important que ces gens, sur lesquels l'industrie doit compter et de qui dépend l'économie régionale ne soient pas les seuls à souffrir des effets des fluctuations du marché qui ont pour cause l'inactivité du gouvernement. Ils ne devraient pas assumer tout le fardeau des conséquences de cet état de choses. J'estime qu'il ne serait que juste que le gouvernement prenne aussi la part de responsabilité qui lui revient.

• (2120)

Lorsque je regarde autour de moi dans ma circonscription, monsieur l'Orateur, je m'inquiète du fait que le gouvernement ne réussit pas à protéger l'habitat sous-marin. C'est avec joie que j'ai appris l'autre soir par des fonctionnaires du ministère que ce dernier continuerait de protéger l'environnement sous-marin dans l'estuaire de Cowichan en dépit de ce que dira le groupe de travail provincial chargé d'étudier l'estuaire lorsqu'il déposera son rapport final. Nous attendons ce rapport depuis plus de deux ans.

Certaines autorités de la Colombie-Britannique semblent déterminées à pousser encore plus loin l'industrialisation de l'estuaire. Évidemment, il est facile d'implanter des industries en de tels endroits, mais l'industrialisation dans des régions où l'environnement est aussi fragile détruirait la base même de notre industrie de la pêche et de notre prospérité actuelle et future. Le ministère fédéral devrait avoir suffisamment de jugeotte pour faire échec à cette sorte d'industrialisation qui ne peut entraîner que la dégradation et la destruction de l'habitat piscicole. Le groupe d'étude comptait des représentants du gouvernement fédéral. Nous attendons les résultats de cette enquête pour voir si le ministère est prêt à protéger l'habitat piscicole, ou si au contraire il va tout simplement s'incliner devant les exigences de ceux qui veulent industrialiser les estuaires, sans guère se préoccuper de l'habitat piscicole. Des gens sont venus me parler du Fraser et de l'importance qu'il revêt pour l'économie de la Colombie-Britannique, à vrai dire, pour l'économie du Canada. Nous déplorons que le gouvernement n'ait pas su protéger le Fraser et l'empêcher de devenir le plus grand égoût à ciel ouvert du monde.

Bien que le Fraser soit important—et je ne sous-estime pas son importance—je tiens à signaler qu'il existe un très grand nombre de petites rivières et de petits cours d'eau qui, réunis, peuvent servir à produire une très grande quantité de poissons. Le gouvernement a autant négligé celles qui se trouvent dans ma circonscription qu'il a négligé le Fraser lui-même. Par exemple, la rivière Cowichan, qui a des incidences majeures pour l'industrie de la pêche connaît de graves difficultés à